



PRÉFET DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Saint-Étienne, le 21 janvier 2020

Unité Interdépartementale
Loire-Haute-Loire
16 place Jean Jaurès - 42000 Saint-Étienne

Affaire suivie par : Chrystelle GIBERT
Tél. : 04 77 43 53 65
Télécopie : 04 77 43 53 51
Courriel : chrystelle.gibert@developpement-durable.gouv.fr

Réf : UID4243-DSSP-020-0037/CG

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**SAS LOUIS VIAL
À SAINT-ROMAIN-LE-PUY**

Rapport de l'inspection des installations classées

- OBJET :** Phase d'examen AEU
Demande de compléments - Demande d'autorisation environnementale
SAS Louis VIAL - Plateforme de tri et de traitement de déchets de verre industriel
Commune de Saint-Romain-le-Puy (42610) – ZA Les Epalits
Siège social : 20 av de Larzailler– BP 17 - 42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY
- REFER :** - Code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-16 à R. 181-34.
- AEU_42_2019_34_SAS Louis VIAL
- PJ :** Annexe : compléments demandés au pétitionnaire

La SAS Louis VIAL a déposé le 14/11/2019 un dossier de demande d'autorisation environnementale relatif au projet mentionné en référence, qui a fait l'objet d'un accusé de réception le même jour, tel que prévu à l'article R. 181-16 du code de l'environnement.

L'autorisation sollicitée est l'autorisation d'exploiter au titre de la législation des installations classées (IC). Il n'y a pas d'autre autorisation intégrée au titre des articles L.181-1 et L. 181-2 du code de l'environnement.

Le présent rapport propose de solliciter les compléments au dossier listés en annexe.

Copie :
- DDPP (original S/P Montbrison)
- Dossier / Chrono

Adresse UID Loire-Haute-Loire : 16 place Jean Jaurès – 42000 Saint-Étienne
Délégation du Puy-en-Velay : 26 avenue des Belges – CS 90254 – 43009 Le Puy-en-Velay
Standard : 04 77 43 53 53 – ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Lors de l'examen, les services et autorités suivants ont été consultés au regard des articles D. 181-17-1, R. 181-18 à R. 181-33-1 du code de l'environnement :

Thématique	Nom du service	Date saisine	Date avis / contribution
Aire de production d'un produit d'appellation d'origine	INAO	19/11/19	05/12/19
Aspects sanitaires	ARS	19/11/19	09/01/20
Risques incendie	SDIS	19/11/19	16/12/19

Le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de l'article L.122-1 du code de l'environnement. La décision de l'autorité environnementale après examen au cas par cas est jointe au dossier de demande.

1. Présentation du projet

1.1) Le demandeur

Nom : SAS Louis VIAL
Adresse du site d'exploitation : ZA Les Epalits
42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY
Adresse du siège social : 20, Avenue de Larzailler
BP. 17
42610 SAINT-ROMAIN-LE-PUY
Statut juridique : SAS Société par Actions Simplifiée
Siret : 30518849200014

1.2) Le site d'implantation

L'établissement est implanté sur la commune de Saint-Romain-le-Puy, dans la zone artisanale des Epalits, parcelle ZH n° 232.

1.3) Les installations et leurs caractéristiques

1.3.1 - Présentation du projet et des installations

L'entreprise est spécialisée dans la collecte, le tri et le traitement du verre industriel en vue de son recyclage en verrerie. L'activité, historiquement exercée dans le centre bourg de Saint-Romain-le-Puy sous le régime de la déclaration, a été transférée progressivement sur la zone artisanale des Epalits, à l'Est de la commune. L'activité s'est développée, faisant passer l'installation sous le régime de l'autorisation.

1.3.2 - Classement au titre de la nomenclature des installations classées (ICPE) et de la loi sur l'eau (IOTA)

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation ICPE, mentionné à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Capacité max : 200 t/j (env. 20 000 t/an)
2715	D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m³.	Volume d'environ 2 000 m³
1435-2	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	Total de consommation GNR + GO < 100 m³
4734-1c	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	Cuve Gasole 40 m³ Cuve GNR 20 m³ Soit environ 50 tonnes

(*)

A : autorisation

D : déclaration

NC : non classée.

1.3.3 - Compatibilité aux documents d'urbanisme

Le site de la SAS Louis VIAL se situe en zone UIa du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Romain-le-Puy.

Il s'agit d'une zone urbaine équipée à vocation économique à dominante artisanale et industrielle.

Les secteurs UIa et UIb correspondent à la zone d'activités des Epalits.

Le règlement de la zone prévoit des dispositions particulières concernant la gestion des eaux pluviales. Le dossier doit préciser la manière dont ces dispositions sont prises en compte.

La commune est également concernée par le Scot Sud Loire. La ZA des Epalits y est identifiée comme un espace devant rester à vocation économique.

L'installation est compatible avec les documents d'urbanisme et de planification.

2. Avis des autorités, organismes, personnes et services de l'État consultés

Le présent rapport s'appuie notamment sur les avis et contributions sollicités dans le cadre de la phase d'examen.

Avis de la délégation départementale Loire de l'ARS, en date du 09/01/2020 :

Ce dossier amène de ma part un avis favorable, sous les réserves suivantes visant à une meilleure maîtrise des risques sanitaires et environnementaux générés par ce projet, à savoir que :

- *en matière de nuisances sonores, soient fournis les résultats/conclusions d'une nouvelle campagne de mesures normalisées en conditions représentatives de fonctionnement (y compris aire de lavage) après mise en œuvre des améliorations envisagées, dans un délai fixé par l'inspection ; en cas de nouveau dépassement des valeurs réglementaires, il conviendra de fournir les éléments détaillés d'un plan d'action ;*
- *en matière de disconnexion, soit garantie la conformité de l'ensemble des équipements de l'exploitation aux dispositions de l'article R.1321-57 du code de la santé publique ;*
- *en matière d'amélioration de la qualité de l'air, l'étude soit complétée :*
 - *par une analyse plus approfondie concernant les poussières émises par les installations, en particulier si les poussières peuvent renfermer de la silice cristalline ;*
 - *par les mesures prises pour éviter l'envol des poussières ;*
- *en matière d'espèces nuisibles à la santé humaine :*
 - *un plan de gestion ambrosie soit effectivement mis en œuvre ;*
 - *l'acte d'autorisation prescrive l'absence de création de milieux comportant des eaux stagnantes à titre permanent ou transitoire.*

Avis du SDIS, en date du 16/12/2019 :

Suite à une lecture du dossier et à une visite du site, je vous confirme que le service prévision n'émet aucune remarque sur ce dossier.

La défense extérieure contre l'incendie est satisfaisante.

Avis de l'Institut national de l'origine et de la qualité, en date du 05/12/2019 :

Le dossier mentionne en page 59 que la commune de Saint-Romain-le-Puy appartient au périmètre de l'Appellation d'Origine Protégée (AOP) « Côtes du Forez ». Il s'agit d'une erreur car la commune n'appartient à aucune aire d'AOP. Nous vous demandons de bien vouloir rectifier cette information.

Le projet est situé sur la parcelle ZH 232, au sein de la ZA des Epalits sur la commune de Saint-Romain-le-Puy. La ZA est classée en zone Ua dans le plan local d'urbanisme. Ce secteur est dédié aux activités économiques et industrielles.

Toutefois l'environnement local est à dominante agricole. Aussi le projet devra prendre en compte la protection des aires dédiées aux productions sous IGP (« Volailles du Forez », « Comtés Rhodaniens » et « Urfé (vins) ») qui font la richesse de l'agriculture et des paysages régionaux.

Dans ce contexte, l'INAO considère que ce projet a un impact faible et maîtrisé sur les signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) concernés.

3. Phase d'examen du dossier

Le dossier de demande d'autorisation environnementale présenté le 14/11/2019 par la SAS Louis VIAL a fait l'objet d'un accusé réception en date du même jour conformément aux dispositions de l'article R. 181-16 du code de l'environnement.

Pour être jugé complet et régulier, le dossier doit comporter l'ensemble des pièces et informations mentionnées aux articles R. 181-12 à R. 181-15, D. 181-15-1 à D. 181-15-9, en fonction des autorisations embarquées visées à l'article L.181-2. La demande n'étant pas soumise à évaluation environnementale (décision de dispense du 15/01/2019), le dossier comprend l'étude d'incidence environnementale prévue par l'article R. 181-14.

Après examen du dossier, l'instruction fait apparaître que le dossier ne comporte pas les éléments suffisants pour en poursuivre l'examen.

Les principaux compléments demandés au pétitionnaire, correspondants aux enjeux importants du dossier, sont les suivants :

- Justifier de la conformité du projet avec la règle n° 5 du SAGE Loire en Rhône-Alpes ;
- Prendre en compte les émissions de poussières émises par l'installation lors des différentes étapes de tri et de traitement du verre (poussières de silice cristalline) ;
- Revoir l'évaluation du besoin en eau d'extinction (et en capacité de rétention) en tenant compte de la présence d'un futur bâtiment destiné au crible.



La liste exhaustive des compléments demandés est annexée au présent rapport.

4. Proposition de l'inspection des installations classées, en tant que service coordonnateur

L'examen du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par la SAS Louis VIAL fait apparaître qu'il n'est pas complet ou régulier, ou ne comporte pas les éléments suffisants pour en poursuivre l'examen.

En application de l'article R. 181-16 du code de l'environnement, nous proposons à monsieur le Préfet de demander au pétitionnaire de fournir, sous un délai de 3 mois, les compléments nécessaires annexés au présent rapport.

Un projet de courrier en ce sens est joint au présent rapport. Celui-ci précise que le délai d'examen du dossier est suspendu à compter de l'envoi de la demande de régularisation, compte tenu du fait que les compléments demandés sont indispensables au dossier.

<p>La chargée de mission déchets</p>  <p>Chrystelle GIBERT</p>	<p style="text-align: right;">21 JAN. 2020</p> <p>Vu, approuvé et transmis, le à monsieur le Préfet de la Loire Pour la directrice et par délégation, Le Chef du Pôle DSSP</p>  <p>Bertrand GEORJON</p>
---	---

Les compléments ci-dessous sont nécessaires pour poursuivre l'instruction du dossier.

1) CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Étude d'impact

Aspect air

L'EI mentionne qu'il n'existe aucun rejet canalisé issu des installations de traitement du verre (cf. EI §II.3) et d'autre part que l'empoussièrement est limité à l'environnement immédiat du traitement car les particules de verre sont grossières et de forte densité (cf. EI § II.3.3. p 84). Par ailleurs, en période critique (sèche, ventée), un réseau d'arrosage permet une pulvérisation.

Ainsi, dans le cadre de **l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires** présentée § II.9 (p 98) de l'EI, l'évaluateur ne retient, en l'absence de rejets canalisés liés à l'activité, que les sources liées au trafic de véhicules à moteur sur le site : dioxyde de carbone (CO₂), oxydes d'azote (NO_x), dioxyde de soufre (SO₂) et poussières et compte tenu du faible trafic en simultané sur le site, estime les émissions relativement faibles.

Au terme de son évaluation, il conclut à l'absence de contribution de l'activité de l'installation à la dégradation du milieu, considérant ce dernier peu dégradé en référence à la qualité de l'air sur la commune Saint-Romain-le-Puy d'Atmo Auvergne Rhône Alpes.

Cependant, l'évaluateur n'apporte pas d'estimation des émissions diffuses provenant du trafic des poids lourds et des véhicules légers sur le site malgré en effet le faible trafic sur le site.

Les poussières sont écartées de fait. L'évaluateur ne développe pas les poussières émises lors des différentes étapes de tri et de traitement du verre et pouvant contenir des substances présentant un risque pour la santé (e.g. poussières de silice cristalline).

Ainsi, il conviendrait de **compléter l'étude par des éléments d'appréciation sur la nature des poussières produites**, pouvant aller jusqu'à une caractérisation physico-chimique des poussières et leur interprétation sanitaire et considérant les dispositions de l'arrêté du 15/10/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 en son article 6.2.1. relatif aux poussières, sur les mesures prévues pour abattre les envols de poussières.

Aspect eau

- Volet consommation d'eau

Le dispositif d'arrosage permettant de limiter les envols de poussières a été omis dans les consommations d'eau à usage industriel. Le volume d'eau consommé annuellement sur ce poste est à évaluer.

Concernant la protection de la ressource, il est mentionné la présence d'un clapet anti-retour. Ce dispositif ne répond pas aux dispositions de l'article R. 1321-57 du code de la santé publique (CSP) qui stipule que les réseaux d'eau intérieurs « *ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation, notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du*

réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution».

Un dispositif de disconnexion répond à des conditions normalisées et doit faire l'objet d'un entretien et de vérifications périodiques.

- Volet rejet

Concernant la gestion des eaux pluviales, la conformité avec la règle n° 5 du SAGE Loire en Rhône-Alpes n'est pas établie.

D'autre part, le règlement de la zone Ui du plan local d'urbanisme prévoit des dispositions particulières concernant la gestion des eaux pluviales. Le dossier doit préciser la manière dont ces dispositions sont prises en compte.

Le dossier mentionne la présence d'un séparateur à hydrocarbures (EI § II.2.3. p79) pour les eaux pluviales avant rejet au réseau communal et celle de 2 autres équipements : un séparateur à hydrocarbures pour l'aire de lavage (ou déshuileur p. 81) avant raccordement au réseau d'eaux pluviales interne ainsi qu'un séparateur spécifique pour l'aire de distribution de carburant (EI § II.14 p. 109). Cependant le plan des réseaux laisse apparaître :

- un unique séparateur pour le réseau d'eaux pluviales,
- le raccordement de l'aire de distribution de gazole/GNR au réseau d'eaux usées sans traitement préalable.

Ces incohérences sont à lever, le dossier et le plan des réseaux doivent présenter clairement les pré-traitements installés (ou à installer) avant raccordement aux réseaux publics ainsi que les consignes d'entretien de ces équipements.

Les caractéristiques de chacun de ces équipements (débit, performance attendue...) sont également à présenter.

Une autorisation de rejet et une convention de déversement doivent être établies par le gestionnaire du réseau.

Le point de rejet « final » des eaux pluviales au milieu naturel est à préciser.

Aspect bruit

L'étude acoustique conclut à la conformité de l'installation pour ce qui concerne les niveaux sonores en limite de propriété et à un dépassement de 0,5 dB(A) de l'émergence en ZER.

Il est précisé que des mesures de réduction de bruit ont d'ores et déjà été engagées afin de limiter l'impact sonore (capotage du trommel, intégration du crible dans un local couvert).

Une nouvelle campagne de mesure des niveaux acoustiques devra être réalisée afin de vérifier la conformité de l'installation et l'efficacité des dispositions prises.

Cette nouvelle campagne devra de plus intégrer l'aire de lavage et le compresseur électrique (projet de tri optique) dont le fonctionnement est susceptible d'aggraver l'impact sonore.

Aspect déchets

Les déchets liés à l'entretien des dispositifs de pré-traitement de l'eau (séparateurs à hydrocarbures / débourbeur-déshuileur) ne sont pas pris en compte dans la production de déchets du site, ni dans l'évaluation des garanties financières.

La quantité de déchets produite est à évaluer et les filières d'évacuation sont à préciser.

Le calcul des garanties financières est également à revoir pour tenir compte de ces déchets.

Etude des dangers

Il est indiqué que les besoins en eau d'extinction et en capacités de rétention ne peuvent pas être évalués selon les documents techniques D9 et D9A puisque l'ensemble des installations est en extérieur (pas de bâtiment).

Cependant, il est prévu la mise en place d'un local couvert en vue de limiter les émissions sonores du crible. L'estimation du besoin en eau d'extinction (et en capacités de rétention associées) est à revoir en tenant compte des caractéristiques de ce futur « local ».